

PrÃ©s de 45 millions de dollars du FIDA Ã l'agriculture burundaise

PANA, 21/03/2009 Bujumbura, Burundi - Le Burundi va bÃ©nÃ©ficier d'un financement de prÃ©s de 45 millions de dollars US du Fonds international pour le dÃ©veloppement agricole (FIDA) sur les huit prochaines annÃ©es, a annoncÃ© samedi, le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Ã©levage, Ferdinand Nderagakura, de retour d'une mission de travail au siÃ©ge central de l'organisme onusien, Ã Rome, en Italie. M. Nderagakura, qui a indiquÃ© que ce financement est destinÃ© Ã la relance des activitÃ©s dans 6 des 17 provinces du Burundi Ã vocation agro-pastorale, notamment Gitega, Karusi et Muramvya, dans le centre, ainsi que Kayanza, Cibitoke et Bubanza, plus au nord-ouest du pays, a prÃ©cisÃ© que les actions qui seront financÃ©es en prioritÃ© ont trait Ã la rÃ©habilitation et Ã l'amÃ©nagement des marais, Ã la protection des bassins versants, au renforcement des capacitÃ©s des centres de dÃ©veloppement communautaires (CDC) ainsi qu'au traÃ§age et Ã l'entretien des pistes rurales.

Le secteur de l'agriculture au Burundi occupe plus de 90% de la population et continue de souffrir des consÃ©quences nÃ©fastes consÃ©cutives Ã la crise socio-politique qui a secouÃ© le pays ces 15 derniÃ©res annÃ©es. Concernant les efforts locaux, l'Etat burundais a consacrÃ© cette annÃ©e encore, moins de 5% de son budget gÃ©nÃ©ral au secteur agro-pastoral. Les spÃ©cialistes des questions agricoles au Burundi estiment nÃ©anmoins qu'il faudrait consacrer au moins 10% du budget national Ã ce secteur hautement stratÃ©gique pour en finir avec la dÃ©pendance vis-Ã-vis de l'extÃ©rieur et Ã l'insÃ©curitÃ© alimentaire devenue chronique, sous les effets combinÃ©s de la guerre, des changements climatiques et de la paupÃ©risation de larges couches de la population. Les mÃªmes spÃ©cialistes reprochent Ã l'Etat burundais de dÃ©laisser l'irrigation dans un pays qui regorge pourtant d'eau et oÃ¹ l'agriculture pourrait facilement devenir le moteur de la croissance et de la lutte contre la pauvretÃ©. A titre indicatif, l'absence de mÃ©thodes novatrices fait que la production de riz n'est en moyenne que de 2,5 tonnes par hectare dans les vastes plaines et marais du Burundi. Une exploitation plus rationnelle pourrait quadrupler le rendement encore faible de ce produit de large consommation et faire du Burundi l'un des greniers de la sous-rÃ©gion des Grands Lacs. Le pays a Ã©galement une bonne rÃ©putation pour son thÃ© et cafÃ©, mais dont les plantations vieillissantes ne permettent plus un rendement suffisant dans un pays qui tire pourtant l'essentiel des devises fortes de l'exportation des ces deux principales cultures industrielles. Le coton, la canne Ã sucre, les tomates, le palmier Ã huile, la banane, la patate douce, le blÃ© ou encore les fruits et lÃ©gumes sont autant d'autres possibilitÃ©s agricoles rentables et exportables, mais qui ne bÃ©nÃ©ficient pas encore d'assez d'investissements pour stimuler la croissance Ã©conomique du pays.